

REPONSE A BRUNO ETIENNE

à propos du féodalisme (*)

par DRISS BENALI

Comme nous l'avons déjà précisé au sujet de la réponse d'Abdelkrim BELGUENDOZ à un article de Paul PASCON (voir Al Asas n° 21/22 - Juillet-Août 1980), la présente réponse de Driss BENALI, Maître de Conférence à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de Rabat, à l'article de Bruno ETIENNE, agrégé des Facultés de Droit de France, "sur le féodalisme" paru dans le n° 5 (1er semestre 1979) de la Revue Juridique, Politique et Economique du Maroc, les idées ainsi que la démarche exprimées dans ce débat sont publiées sous la responsabilité de l'auteur.

Rappelons que les colonnes d'Al Asas sont largement ouvertes à toute discussion ou intervention de Bruno ETIENNE.

Un débat s'est engagé depuis plus d'un an sur l'étude du phénomène colonial et l'usage du concept de féodalisme à propos de la société marocaine précapitaliste, aussi voudrais-je, par cette contribution, m'associer à la discussion.

En effet, l'invitation au débat formulée par P. PASCON et B. ETIENNE ne peut laisser indifférent quiconque cherche à connaître et à approfondir la réalité marocaine; C'est pourquoi mon premier propos est de rendre hommage à cette attitude qui tranche avec celle du milieu intellectuel marocain qui privilégie soit la complaisance, soit le dénigrement.

Al Asas n° 25

La deuxième satisfaction que j'entends exprimer au seuil de cet article, concerne l'état d'esprit avec lequel B. ETIENNE aborde ce débat : "je dis bien "débat" c'est-à-dire y compris la polémique". Ce souci de franchise et cette volonté de "jouer carte sur table" ne peuvent que réjouir tous ceux que répugnent la complaisance et l'hypocrisie.

POURQUOI DE DEBAT ?

Ceci dit, trois raisons ont motivé mon intérêt pour ce débat :

● la qualité des questions posées et tout particulièrement celle de P. PASCON à la fin de son article :

"la question qui reste ouverte est de savoir pourquoi, et de rechercher quand, la grande histoire en lui (Maroc) s'est brisée".

Cette question nous paraît d'une importance considérable puisqu'elle nous incite à ajouter :

"quand est-ce que le Maroc renouera avec cette grande histoire ?".

Mais limitons-nous pour l'instant à cette question quitte à y revenir dans un prochain article.

● le caractère "provocateur" de l'article de B. ETIENNE : sa thèse me paraît contenir un certain nombre d'affirmations qui tendent à restaurer le point de vue colonial sur l'aptitude des indigènes à comprendre leur propre réalité :

"Mais de plus elle (la gauche marocaine) révèle sa difficulté-incapacité structurelle à analyser la formation sociale maghrébine, à démontrer ses vrais ennemis de l'intérieur".

L'idée sous-jacente à ce projet demeure la même que chez les théoriciens de la colonisation : les maghrébins ne sont pas susceptibles de comprendre leur réalité par eux-mêmes, il faut les y aider. La prétention de donner des leçons et de distribuer des bons points paraît manifeste. L'auteur ne dissimule pas son complexe de supériorité, mais faut-il lui rappeler que l'époque de Gauthier et consorts est bien révolue, que les maghrébins n'ont jamais accepté ces "bonnes paroles", ni cette générosité débordante, car ils ne sont pas sensibles à "la charité chrétienne" ni au paternalisme, même quand il se déguise en "progressisme" et adopte un langage de gauche.

● l'importance de ce débat, ce qui est mis en cause dans l'article de B. ETIENNE, c'est la stratégie de la gauche marocaine, ainsi que sa pratique politique :

"En dénonçant les seuls "féodaux" elle

consacre l'illusoire unité nationale par delà la lutte de classes. Parce qu'elle pratique elle-même la collaboration de classe, mais aussi parce qu'elle reproduit dans sa structure même le despotisme ambiant (je ne dis pas "oriental"). Et tous les "leaders" des partis politiques maghrébins y compris au Maroc, expriment/manifestent un type despotique prononcé. Professionnels de la politique, méfiance à l'égard de la spontanéité des masses, confusion du savoir et du militantisme autant de traits qui distinguent le léninisme et son avatar le stalinisme de la véritable auto-émancipation de classe que préconisait Marx mais aussi Rosa LUXEMBOURG et Antonio GRAMSCI...".

Voici exprimé l'ensemble des idées autour desquelles B. ETIENNE a élaboré son projet. Nous verrons plus loin les implications et les dangers politiques de la démarche car, si cette problématique qui fait de la collaboration de classe l'élément caractéristique de la gauche marocaine est fautive dans la mesure où elle occulte les faits, elle est dangereuse sur le plan politique parce qu'elle accuse cette gauche de trahir la cause des masses et de les berner par des apparences.

Mais voyons à quels niveaux l'auteur se situe pour avancer ses critiques. Deux niveaux nous paraissent fondamentaux dans la démarche de Bruno ETIENNE :

■ les intellectuels marocains ignorent leur réalité et ne savent pas l'appréhender,

■ la pratique politique de la gauche marocaine se fonde sur la collaboration et non sur la lutte des classes.

LES INTELLECTUELS MAROCAINS IGNORENT LEUR REALITE ET N'ARRIVENT PAS A L'ANALYSER -

Bruno ETIENNE rejette l'utilisation du concept de féodalité appliqué à la réalité marocaine. Il écrit à ce propos :

"le premier (but) explicite sur la fonction de l'utilisation abusive à mon sens, du concept de féodalité appliqué à la réalité marocaine".

L'intention de l'auteur est louable, il a le mérite de souligner la nécessité de rechercher un concept adéquat pour analyser la société marocaine et d'éviter les écueils d'une démarche dogmatique.

Il est ainsi tout à fait important de prendre notamment en considération son observation concernant la complexité de la formation sociale marocaine et son refus à toute systématisation. Mais ni les interprétations de l'auteur, ni ses explications, ne nous offrent un appareil conceptuel susceptible de cerner la spécificité marocaine. Il ne suffit pas de citer quelques chercheurs pour se donner raison :

"aucune des caractéristiques de la féodalité, encore moins du mode de production féodal n'apparaissent à l'évidence. Mais après LAZAREV, P. PASCON va encore plus loin lorsqu'il écrit (Haouz, p. 308) "Au stade de caïd seigneur de guerre, celui-ci n'a cure de propriété foncière". On peut citer BOUDERBALA in "La question agraire au Maroc" B.E.S.M. (133-134). Donc point de "féodalité dans tout ceci".

Se limiter à ces arguments ne me semble pas suffisant pour rejeter l'utilisation du concept de féodalité dans le cas du Maroc précapitaliste. Aussi suis-je obligé de reprendre brièvement l'étude de la société marocaine de l'époque en reprenant la même question : peut-on parler alors de mode de production féodal dans le cas du Maroc ? De prime abord je dirai que si les ressemblances sont grandes, les différences ne manquent pas.

Tout d'abord, sur le plan historique, il faut signaler le fait que le Maroc comme bien d'autres pays n'a pas connu cette division tripartite de la société européenne entre les hommes qui prient, ceux qui combattent et ceux qui travaillent : "oratores, bellatores, laboratores".

Tout musulman est potentiellement un soldat de la "guerre sainte". Il y a là une

distinction importante à faire avec la société médiévale européenne où la noblesse a fondé son pouvoir social et foncier sur la spécialisation guerrière. Sa force vient de ce "monopole" au milieu d'une population désarmée. Au Maroc la plupart des hommes, surtout dans les campagnes sont plus ou moins restés guerriers, ceci est dû en grande partie de la diffusion des activités pastorales.

"là où l'homme libre quel qu'il fût resta un guerrier apte à être constamment au service et que rien d'essentiel dans l'équipement ne le distinguait des troupes d'élite, le paysan échappa aisément à l'emprise seigneuriale" (1).

Si cette donnée historique nous permet de situer le Maroc par rapport au mode de production féodal, il faut à un deuxième niveau mettre l'accent sur la relation entre le producteur direct (paysan mettant en valeur sa terre) et son supérieur immédiat, et sur le contenu économique et social de la relation qui les lie. Dans le mode de production féodal, la relation entre le seigneur et le serf est caractérisée par la dépendance. Celle-ci implique que la relation est telle entre maîtres et serviteurs que le producteur direct n'est pas libre, absence de liberté qui se manifeste surtout par une contrainte extra-économique.

Dans le cas du Maroc, le fait que tantôt l'Etat, tantôt le féodal au nom de la communauté (tribale ou villageoise), perçoivent la redevance du paysan, imposent la corvée (la touiza), ne permet pas de conclure à des relations de type féodal. Ceci est d'autant plus vrai que la propriété collective (familiale et tribale) est restée la forme la plus largement répandue. Quant aux fonctionnaires de l'Etat (qui prélèvent les impôts sur les terres), s'ils achètent leurs charges, ils ne les transmettent pas. Ils ne peuvent donc s'ériger en seigneurs et créer des liens de vassalité et de hiérarchies caractéristiques de la féodalité européenne.

En ce qui concerne l'aristocratie marchande, il serait difficile de la comparer à la bourgeoisie marchande en Europe. L'aristocratie marchande fait partie in-

tégrante de la minorité privilégiée qui dispose du surproduit social. Dans ce contexte, l'origine de la richesse de la classe au pouvoir et celle des marchands sont les mêmes : prélèvements du surproduit, soit sous forme d'impôt, soit sous forme de commission (en raison de leur situation d'intermédiaires obligatoires). Cette couche n'a jamais manifesté une velléité d'indépendance à l'égard du pouvoir. Certes elle a été sensible à la paix et à la sécurité car l'anarchie perpétuelle l'a souvent sérieusement affectée, c'est ce qui explique son soutien matériel fourni à certains souverains ou certaines dynasties, pour leur permettre d'imposer l'ordre. Mais dans l'ensemble, elle n'a jamais pu défendre elle-même ses intérêts par la violence comme ce fut le cas de la bourgeoisie marchande en Europe.

Ces éléments différencient la formation économique et sociale marocaine du mode de production féodal ; mais ils ne doivent pas limiter notre étude à ce seul aspect de la question car cela appauvrirait le concept même de mode de production féodal. Pour être significative et globale la comparaison en termes de mode de production doit porter sur l'essence de celui-ci et non sur quelques aspects épars.

L'essence d'un mode de production, ce sont les rapports de production. C'est à ce niveau qu'il convient ou non d'accepter l'analogie. Or, si le féodalisme se distingue par des rapports sociaux précis et par une structure sociale typique, dans les faits on ne rencontre pas de sociétés féodales identiques à tout point de vue.

Le mode de production féodal n'épuise pas la notion de formation sociale, laquelle inclue les relations complexes de ce mode de production avec des rapports sociaux politiques et idéologiques qui dérivent d'un autre mode de production, soit antérieur, soit à venir. Chaque formation économique et sociale féodale se distingue par des traits particuliers, résultat d'une évolution historique spécifique qui a présidé à la naissance et au développement de ce mode de production. C'est le cas du Maroc précolonial qui a connu l'é-

mergence d'un mode de production féodal de type particulier et dont la spécificité mérite de retenir notre attention.

Par ailleurs, dans un pays marqué par tant d'obstacles naturels et par l'extrême dispersion du peuplement, le souverain la plupart du temps est très loin et hors d'état d'user lui-même de ses pouvoirs, ce sont le plus souvent les chefs locaux (les caïds) qui, aidés par une escouade de serviteurs armés, exercent au jour le jour la puissance de la manière la plus efficace et en recueillant les profits. De fait, la tendance de longue durée paraît bien être au renforcement de la féodalité de commandement par le lent mûrissement de ce qui constitue l'équivalent de la seigneurie en Europe : la Karia au Nord, la Kasba au Sud.

La spécificité de cette couche par rapport à la noblesse en Europe est qu'elle ne s'est pas encore "barricadée" derrière un dispositif juridique qui consacre sa suprématie : on ne trouve pas de hiérarchie de vassalité très nette, pas "d'ordre" ni de "corps" strictement hiérarchisé et hermétiquement fermé.

Ce trait est très significatif du point de vue du développement de ce féodalisme. Il rappelle le premier âge féodal en Europe où la noblesse constitue encore une noblesse de fait et pas encore de droit. Comme cette dernière, la féodalité de commandement au Maroc se caractérise principalement par son mode de vie et sa fonction : la guerre.

A l'instar de la noblesse de fait, sa domination au départ ne repose pas sur la possession du fief mais sur sa fonction de maintien de l'ordre, le droit de commander et de punir. C'est ce qui est à l'origine d'importants transferts et richesses et légitime de nouvelles ponctions sur les ressources de la paysannerie.

Cette couche sociale est restée ouverte à l'entrée de nouveaux éléments. Le Sultan a le pouvoir de faire entrer des éléments nouveaux dans cette classe (en tant que chef de celle-ci). Elle n'a pas senti la nécessité de se fermer aux éventuelles candidatures ou de se transformer en clas-

se juridique étanche, étant donné qu'elle n'a jamais été menacée dans ses assises par une autre classe, comme cela fut le cas en Europe :

"c'est quand une classe se sent menacée qu'elle tend surtout à se clore" écrit J. IBAROLLA (Revue d'Histoire Economique et Sociale - 1966 - n° 3).

En étroite liaison avec cette première conclusion il faut rappeler brièvement, que ce procès de féodalisation que nous avons évoqué possède un caractère relativement lent et incomplet, présentant parfois des aspects contradictoires. Le processus est, certes, engagé mais de manière limitée et inégale.

En fait J. BERQUE montre très précisément que l'extension de la seigneurie se limite à quelques grandes régions, particulièrement les plaines du Nord-Ouest du Maroc. Par suite J. LE COZ (pour le Rharb), P. PASCON (pour le Haouz de Marrakech), R. MONTAGNE (pour le Souss et l'Anti-Atlas) J. BERQUE (pour le Haut-Atlas).

Pour expliquer cette situation, G. LAZAREV fait remarquer que :

"différentes causes, que nous ne pouvons identifier que dans leurs grandes lignes, empêchèrent la consolidation et la permanence des tentatives seigneuriales, réduisant ces tentatives à ce que nous appelons les "émergences seigneuriales".

Le caractère imparfait et inachevé de ce féodalisme se révèle dans la précarité de l'appropriation. J. BERQUE note les difficultés des "seigneurs" à étendre leurs seigneuries et à s'engager dans la constitution de grands domaines. C'est la même remarque que fait G. LAZAREV dans une intervention au Colloque de Vincennes (décembre 1976).

Nous ne pouvons cependant souscrire à l'analyse en termes de seigneurie terrienne qu'utilise G. LAZAREV pour identifier le mode de production au Maroc. Nous estimons en ce qui nous concerne que la seigneurie n'est qu'un stade du féodalisme qui évolue selon un processus. Vouloir faire d'un stade du féodalisme un mode de

Al Asas n° 25

production en soi, c'est confondre une étape dans l'évolution d'un mode de production avec ce mode de production lui-même. La seigneurie, comme l'a montré M. BLOCH, correspond à une étape du féodalisme et elle ne représente pas un type de rapports sociaux différents de celui-ci.

En définitive, nous sommes en présence d'un procès de féodalisation qui tient une certaine place dans la formation économique et sociale marocaine et qui, pourtant, semble être bloqué dans son élargissement et son développement par le Makhzen.

LA GAUCHE MAGHREBINE PRATIQUE LA COLLABORATION DE CLASSE -

"En dénonçant les seuls "féodaux", elle consacre l'illusoire unité nationale par-delà la lutte de classe mais aussi parce qu'elle reproduit dans sa structure même le despotisme ambiant (je ne dis pas "oriental").

A la lecture de cette citation, on se demande si l'auteur est lui-même conscient de ce qu'il dit et de la signification de ce qu'il affirme, car il nous met en présence d'un certain nombre de problèmes.

Au lieu d'apprécier à leur juste valeur les conditions historiques que traversent la gauche marocaine et, avec elle, le peuple marocain, notre auteur fait fi de toutes ces conditions pour parler d'une situation abstraite qui correspond plus peut être à la réalité européenne qu'au Maroc d'aujourd'hui. Il reproduit des propos qui à eux seuls, dévoilent tout le mépris de l'auteur à l'égard de la lutte de libération nationale :

"la gauche maghrébine cherche à prouver sa légitimité sur le seul créneau acceptable, dans le seul champ crédible : le nationalisme".

Or, non seulement cette accusation n'est pas conforme à la réalité, mais elle dénature l'esprit de la lutte qu'a menée la gauche marocaine ou qu'elle mène encore.

Le nationalisme, que notre auteur condamne, a permis au Maroc et à la Turquie de devenir indépendants et au F.L.N. algérien de faire de l'Algérie une nation après avoir été considérée par le colonisateur comme un département français. C'est le nationalisme qui a poussé les maghrébins à chasser les colons de leurs pays, de nationaliser certaines de leurs richesses.

N'est-ce pas une lutte de classe que celle qui consiste à chasser l'exploiteur étranger et à reconquérir sa dignité ?

Mais ce qui est encore plus remarquable chez Bruno ETIENNE, c'est qu'il fait un amalgame astucieux qui lui permet d'atteindre un autre but que celui officiellement affiché :

■ d'une part il met dans le même "paquet" RAÏSSOUNI et ABDELKRIM, BOU-HMARA et MA AL AÏNIN :

"qui plus est, le "féodal" est un archaïsme vivant qui rappelle des temps anciens et révolus, les Roguis Bou Hmara, les Ma al Aïnin, les Raïssouni intégrés du "bout des lèvres" à l'histoire nationale... Sans parler d'Abdelkrim qui, lui, refusa de rentrer au pays... Pans entiers de l'histoire occultée".

Ces propos surprennent et scandalisent en même temps car comment peut-on mettre dans le même "sac" tous ces hommes ? Ainsi, nous assistons, à nouveau, à la remise à l'honneur des justifications coloniales qui refusent de distinguer entre ceux qui ont combattu la colonisation au nom du droit du peuple marocain à l'indépendance et à la liberté et ceux qui ont favorisé son avènement. L'auteur ne prend même pas la peine de mettre en évidence les différences entre les deux types de "féodaux". Au contraire, il reprend à son compte les affirmations pernicieuses et calomnieuses de ceux qu'il fustige. En présentant les choses ainsi, l'auteur cherche à montrer que si le Maroc était colonisé, c'est parce que la société marocaine était dans sa quasi-totalité consentante. Dans ces conditions, selon lui, pourquoi parler de lutte du peuple marocain : même ABDELKRIM n'est qu'un collaborateur qui a sou-

levé des masses et les a poussées à faire la guerre aux occupants parce qu'un des leurs avait bafoué sa dignité en lui administrant une giffle. En d'autres termes la guerre du Rif ne fut qu'une gigantesque vendetta organisée par ABDELKRIM pour venger son honneur.

Puis une fois étalée cette panoplie d'arguments démontrant pour ainsi dire la collaboration de classe de la gauche, Bruno ETIENNE va, non pas nous montrer de quelle manière elle collabore, mais se limiter à la blâmer :

"en dénonçant les seuls "féodaux" elle consacre l'illusoire unité nationale par delà la lutte de classe" dit-il.

Ce qui est visé par cette déclaration, c'est l'attitude du mouvement progressiste marocain devant la question de l'achèvement de son intégrité territoriale. L'auteur aurait souhaité que la gauche marocaine abandonne le Sahara aux Espagnols et aux Algériens pour s'occuper de la lutte de classes. Comme si une lutte de libération nationale n'était pas en soi une lutte de classes. Mais notre auteur étant un révolutionnaire pur et dur, il lui répugne de parler de lutte de classes tant que celle-ci n'est pas l'oeuvre "des travailleurs eux-mêmes".

Qu'il n'en déplaise à Bruno ETIENNE, la gauche marocaine a raison de se dresser contre ceux qui veulent amputer le Maroc d'une partie de son territoire et de créer une relique d'Etat à la place, car "seules les nations viables peuvent développer la lutte des classes et non les reliques d'Etat" comme l'a dit Lénine. Sans doute cette affirmation n'est-elle pas du goût de notre auteur, mais peu importe ; après tout l'histoire n'a pas donné tort à Lénine, puisque c'est lui qui a réussi à mener les masses à la victoire.

■ enfin, Bruno ETIENNE achève son article par un aperçu sur le rôle des intellectuels :

"le débat semble-t-il, est au coeur du problème crucial : quel est le rôle des intellectuels dans la conscience de classe ? Selon Lénine celle-ci ne peut venir

que du dehors. Alors que pour Marx et la première internationale, puis Rosa LUXEMBOURG, et "l'ultra gauche" allemande, L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS EST L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES. Quant à GRAMSCI, seule la pratique des "conseils de fabrique" permet à son avis, à la masse de prendre conscience de sa responsabilité et de sa mission".

Cette phrase pompeuse rappelle un certain nombre de courants gauchistes inspirés par un marxisme de manuel, commode mais schématique et stérile. Notre auteur part ainsi explorer des sentiers mille fois battus : l'ouvriérisme : un mirage auquel certains gauchistes attardés continuent à croire. Cette prestidigitation spéculative de Bruno ETIENNE est plus banale qu'on ne croit. Nombre de théoriciens voire de révolutionnaires prestigieux dont les plus connus sont TROTSKY et CHE GUEVARA en ont fait les frais.

Le slogan : "l'émancipation des travailleurs est l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" a permis à certains théoriciens de comprendre de la même manière une grève de cheminots en Angleterre, une manifestation d'écologistes en France et le soulèvement des Kurdes en Iran, c'est-à-dire de ne rien comprendre à ce qui fait la singularité concrète de chacun des phénomènes.

Faut-il rappeler à l'auteur que chaque processus national a sa propre horloge. La lutte de classes n'est pas à la même heure selon que l'on se trouve à Paris, Londres, Téhéran ou Casablanca.

C'est cette faculté de se hausser jusqu'à l'intelligence des déterminations générales qui commande les événements particuliers ou des rapports de force internationaux dans lesquels s'insèrent les antagonismes nationaux. Car les peuples qui font l'histoire ne vivent pas à l'heure des intellectuels européens, mais épousent le temps de leurs conditions d'existence matérielle, sociale et culturelle qui circonscrivent leur horizon. Tout vient à son heure à qui sait se guider sur sa propre montre, non sur celle d'autrui. Il n'existe donc pas de chronologie unique du processus de la lutte de classes et seul un métaphysicien pourrait ranger

Al Asas n° 25

dans une même classification périodique tous les épisodes de la lutte d'un peuple en les rassemblant sous le sigle de la lutte de classes.

Entre le souhaitable et le possible il faut nécessairement des relais, des paliers et des étapes. La question qui reste posée est celle de savoir par quelles étapes un processus de lutte de classes doit passer avant d'arriver à son terme : l'abolition de celles-ci.

D.B.

Notes :

*) Cet article est une réponse à l'article de Bruno ETIENNE "Sur le féodalisme" paru dans le n° 5 (1er semestre 1979) de la Revue Juridique Politique et Economique du Maroc.

1) M. BLOCH : "La société féodale" T. II p. 333/34

VIENT DE PARAÎTRE

traces

**n° 3
1980**